

L'Hebdo indépendant

Bulletin n° 639
du 22 juin 2017

par Robert del PICCHIA,

*Sénateur
des Français établis
hors de France*

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Qui est Jean-Baptiste LEMOYNE ? Né en 1977, élu sénateur de l'Yonne en 2014 en indépendant, il est un ancien collaborateur de Jean-François COPÉ à Bercy et ancien secrétaire général délégué du groupe UMP à l'Assemblée nationale. [Tout son parcours expliqué par « L'Yonne républicaine »](#). Au Sénat, il siégeait à la Commission des Affaires sociales, et a notamment été co-rapporteur de la « loi EL KHOMRI » ; pour ce qui a trait à l'international, le nouveau secrétaire d'État était président délégué du groupe d'amitié avec la Côte d'Ivoire et membre de la Section française de l'Assemblée parlementaire de la francophonie. Sur son ralliement à Emmanuel MACRON en mars 2016, [cet article peut être consulté](#).

2^e tour des législatives : chute de la participation. De 19,2% au 1^{er} tour 2017, la participation est tombée à 16,4% des inscrits au 2^e. [Tous les résultats ici](#). Par rapport au 2^e tour de 2012 :

Circo. lég.	2e tour 2012			2e tour 2017			Évolution de la participation
	inscrits	votants	%	inscrits	votants	%	
1	156 645	29 869	19,07%	200 179	26 157	13,07%	-6,00
2	73 229	11 390	15,55%	75 022	9 357	12,47%	-3,08
3	88 405	18 178	20,56%	120 692	21 169	17,54%	-3,02
4	96 964	25 242	26,03%	122 756	25 494	20,77%	-5,26
5	79 530	16 507	20,76%	91 291	12 360	13,54%	-7,22
6	106 689	23 872	22,38%	127 470	23 945	18,78%	-3,60
7	89 089	21 449	24,08%	105 946	23 447	22,13%	-1,95
8	109 389	13 965	12,77%	121 386	14 201	11,70%	-1,07
9	97 068	17 724	18,26%	107 778	12 634	11,72%	-6,54
10	91 324	21 038	23,04%	99 956	18 252	18,26%	-4,78
11	78 893	20 569	26,07%	92 761	21 020	22,66%	-3,41
total monde	1 067 225	219 803	20,60%	1 265 237	208 036	16,44%	-4,16

ADMINISTRATION ET FISCALITÉ DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

La question administrative de la semaine : les Français vont-ils bientôt pouvoir conduire en Chine avec leur permis français ? Cela était très attendu : le 21 février 2017, à l'occasion d'une visite du Premier ministre en Chine, un accord a été signé sur la reconnaissance réciproque et l'échange des permis de conduire. [Sur le site du consulat français](#), l'étape est qualifiée de « décisive ». Néanmoins, la « mise en œuvre de ce texte requiert d'être finalisée dans son application opérationnelle » peut-on lire [dans la réponse du ministère publiée au Journal officiel](#). Interrogé sur les modalités et surtout le calendrier, le ministère de l'Europe et des Affaires européennes tempère : il s'agissait d'un « arrangement administratif » qui « institue une coopération technique ». « Les échanges se poursuivent avec les autorités chinoises compétentes afin de finaliser un accord intergouvernemental en ce sens » répond encore le ministère, évoquant une « brève échéance ».

MONDE

Affrontements meurtriers en Centrafrique. Au moins 40 personnes ont été tuées dans des affrontements entre des miliciens prochrétiens anti-balaka et des membres d'un groupe de l'ex-coalition musulmane Séléka, survenus au lendemain de la signature à Rome, par 13 groupes rebelles ou milices sur les 14 que compte le pays, d'un accord prévoyant un cessez-le-feu immédiat, sous le parrainage de la communauté catholique Sant'Egidio.

Mort d'un journaliste français à Mossoul. Stephan VILLENEUVE, qui enquêtait pour l'émission « Envoyé Spécial », est mort des suites de ses blessures après l'explosion d'une mine en Irak.

Sanctions américaines et européennes contre Moscou. 38 personnes, morales et privées, sont visées par les États-Unis en raison du rôle de Moscou dans le conflit ukrainien. Les États-Unis demandent que la Russie se retire totalement de l'est de l'Ukraine. L'UE a quant à elle décidé de sanctionner près de 150 personnalités, dont des proches du président Vladimir POUTINE, mais aussi des banques et des entreprises pétrolières.

EUROPE

Début des négociations pour le Brexit. Le négociateur en chef, Michel BARNIER, a reçu à Bruxelles le secrétaire d'État britannique à la sortie de l'UE, David DAVIS, marquant le début officiel des négociations entre les deux parties. En vertu de l'article 50 du Traité européen de Lisbonne, elles disposent de moins de deux ans pour trouver un accord.

Brexit : accord sur les priorités. L'UE et le Royaume-Uni se sont entendus sur les priorités et le calendrier des négociations : la question prioritaire du « droit des citoyens » – les ressortissants de l'UE installés au Royaume-Uni et les Britanniques résidant sur le territoire de l'Union – sera abordée par la première ministre britannique, Theresa MAY, dès le sommet européen de cette fin de semaine.

Discours de la reine. Elizabeth II à lu à la chambre des Lords, selon la tradition, un discours préparé par le gouvernement dévoilant son programme législatif pour les deux ans à venir, expurgé de certaines mesures sociales controversées contenues dans le programme électoral des conservateurs. Avec 317 sièges sur 650, les conservateurs comptent sur le soutien des dix députés d'un parti nord-irlandais pour obtenir la majorité absolue, mais sans accord concret.

1.363 Britanniques ont demandé la nationalité française en 2016, contre 385 en 2015, selon le ministère de l'Intérieur. Si cette proportion reste faible au regard de la communauté britannique en France (estimée à 400.000 personnes par le site du ministère des Affaires étrangères), plusieurs préfectures notent une augmentation du nombre de demandes. En Allemagne, près de 2.900 Britanniques ont obtenu un passeport germanique en 2016, soit une hausse de 361% en 1 an.

Premier Conseil européen pour Emmanuel MACRON, l'Européen. Angela MERKEL confirme sa volonté de renforcer la zone euro et rejoint avec prudence les propositions du Président français : la chancelière allemande s'est déclarée prête à considérer un budget de la zone euro, ainsi qu'un ministre des Finances de la zone euro, car « *la cohésion économique des États membres de la zone euro laisse à désirer* », selon elle.

Blocage sur la directive des travailleurs détachés. Aucun accord n'a été trouvé. Report des discussions à l'automne. En cause : les demandes tranchées de la France.

Un hommage européen pour Helmut KOHL. À trajectoire exceptionnelle, hommage exceptionnel. Le président de la Commission européenne, Jean-Claude JUNCKER, a proposé que l'ancien chancelier allemand, décédé vendredi, soit honoré au niveau européen et pas seulement allemand.

POLITIQUE INTÉRIEURE

PHILLIPPE 2 : le gouvernement remanié après les législatives. 11 entrées et 1 changement de portefeuille. Le remaniement est marqué par une diminution du poids des MoDem et l'arrivée de plusieurs proches du Président de la République ou de membres de son parti. L'ouverture vers Les Républicains et la gauche se poursuit. Le gouvernement compte 2 ministres d'État, 14 ministres, 3 ministres auprès d'autres ministres et 8 secrétaires d'État.

Les nouveaux :

Nicole BELLOUBET, 62 ans, jusqu'alors membre du Conseil constitutionnel, devient ministre de la Justice ; **Florence PARLY**, 54 ans, ancienne secrétaire d'État de Lionel JOSPIN, est ministre des Armées ; **Stéphane TRAVERT**, 47 ans, ancien député PS, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation ; **Jacqueline GOURAULT**, 67 ans, sénatrice UDI, spécialiste des collectivités locales, est ministre auprès du ministre de l'Intérieur ; **Nathalie LOISEAU**, 53 ans, directrice de l'ENA, qui a fait avant cela sa carrière au Quai d'Orsay, est ministre chargée des Affaires européennes ; **Sébastien LECORNU**, 31 ans, jusqu'alors président LR du conseil départemental de l'Eure, et **Brune POIRSON**, 37 ans, qui vient d'être élue députée LREM dans l'ancienne circonscription de Marion MARECHAL LE PEN, sont nommés secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Transition écologique ; **Jean-Baptiste LEMOYNE**, 40 ans, sénateur LR, devient secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères ; **Geneviève DARRIEUSSECQ**, 61 ans, maire MoDem de Mont-de-Marsan, est secrétaire d'Etat auprès du ministre des Armées ; **Julien DENORMANDIE**, 36 ans, ancien directeur adjoint du cabinet d'Emmanuel MACRON à Bercy, devient secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Cohésion des territoires ; **Benjamin GRIVEAUX**, 39 ans, porte-parole d'En Marche !, qui vient d'être élu député de Paris, est secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Économie et des Finances.

Le changement : **Jacques MÉZARD**, 69 ans, était ministre de l'Agriculture. Il remplace Richard FERRAND et devient ministre de la Cohésion des territoires.

À suivre : les décrets d'attribution des nouveaux membres du gouvernement, qui seront publiés au Journal officiel dans les prochains jours. Celui du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Jean-Baptiste LEMOYNE pourrait particulièrement intéresser les Français de l'étranger. Puis, le Premier ministre présentera sa déclaration de politique générale le 4 juillet, date à laquelle l'Assemblée devrait choisir de lui accorder sa confiance.

Remaniement pas si technique. François BAYROU (Justice), Sylvie GOULARD (Armées) et Marielle de SARNEZ (Affaires européennes) : les trois ministres issus du MoDem avaient annoncé leur départ du gouvernement, avant l'annonce du remaniement. En cause : l'enquête sur les assistants parlementaires du MoDem au Parlement européen et les soupçons d'emploi fictif. Marielle de SARNEZ, élue députée dans la 11^e circonscription de Paris, prendrait la tête du groupe parlementaire MoDem à l'Assemblée nationale, qui compte 42 élus. L'Élysée a mis les points sur les « i » : « *Les départs de Sylvie GOULARD, de François BAYROU et de Marielle de SARNEZ sont des décisions individuelles. Ils ne se font pas à l'initiative du chef de l'Etat. Il n'y a pas de clash avec le MoDem.* »

FERRAND également. Le Président de la République a renouvelé sa confiance à celui est pour lui « *ce que Pierre JOXE était pour MITTERRAND* ». Néanmoins, après plusieurs semaines de polémique et au lendemain du 2^e tour des législatives, Richard FERRAND a annoncé qu'il quitte le gouvernement. Mais il ne se retrouve pas sans rien : il devrait prendre la tête du groupe LREM à l'Assemblée nationale. Le Président MACRON aurait loué « *sa connaissance des arcanes et des néodéputés* ».

« Dynastie » au Front national. Les divisions s'affichent au Front national, dont le cofondateur, Jean-Marie LE PEN, a demandé la démission du bureau exécutif et celle de sa fille, Marine LE PEN, après que l'entrée du bureau politique ne lui a pas été ouverte. La démission de sa fille serait, selon lui, la conséquence logique de ses « *échecs cinglants* » aux élections présidentielle et législatives.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Le visage de la nouvelle Assemblée. La République en marche, le parti d'Emmanuel MACRON, a la majorité absolue des sièges avec 306 députés. Son allié, le MoDem, 42. Les Républicains constitue la première force d'opposition avec 113 élus. La France insoumise occupe 17 sièges et formera son groupe. Le FN gagne 8 sièges et espèrent rallier pour constituer un groupe. Sur les 577 sièges, 424 seront occupés par des élus qui n'ont jamais siégé au Palais Bourbon, soit un taux de renouvellement d'environ 75 %. C'est le cas pour ceux de La France insoumise et pour 91% de ceux de LREM. 224 femmes (39 % des députés) ont été élues, contre 155 lors de la précédente législature. L'âge moyen baisse à 48,8 ans. [Selon Libération](#), les cadres sont les plus nombreux, avec 180 représentants, suivis par les fonctionnaires (130) et les professions libérales (88). Pas d'ouvrier recensé.

Les « Républicains constructifs » forment un groupe indépendant. Annonce de Thierry SOLÈRE, proche de Bruno LE MAIRE, avec Franck RIESTER. Les « Juppéistes » formeront donc un groupe commun avec l'UDI, qui compterait une quarantaine de membres. Ces derniers voteront la confiance à Edouard PHILIPPE début juillet ou s'abstiendront, mais ne voteront pas contre. Amputé d'une vingtaine de députés, le groupe Les Républicains traditionnel a reconduit Christian JACOB comme président, élu avec 62 voix contre 32 pour le député Damien ABAD.

Le « porte-parole du pays ». C'est, à l'en croire, Jean-Luc MÉLENCHON. Les députés de la France insoumise ont fait une entrée très médiatisée au Palais Bourbon. Leur dirigeant a crié « *résistance* » face aux projets d'Emmanuel MACRON et promet : « *dans quelques années, nous serons au pouvoir* ».

Et le chef des Rescapés est... Olivier FAURE. Il a été largement réélu face à Delphine BATHO (28 voix contre 3). Le député avait remplacé Bruno LE ROUX à la tête du groupe socialiste après sa nomination au gouvernement. Le groupe est désormais 10 fois moins nombreux.

Les Communistes en solo. Le député communiste, André CHASSAIGNE, a annoncé que le PCF va former un groupe parlementaire. Il sera composé de 4 députés ultra-marins et des 11 élus PCF. Il n'y aura donc pas de groupe commun avec La France insoumise.

Encore des élections. Le Président de l'Assemblée nationale sera élu le 27 juin. Pour Christophe CASTANER, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement, la désignation d'une femme « *serait un symbole fort* ». Mais qui ? « *Il faut quelqu'un qui soit très tourné vers les questions internationales, sur l'animation, qui ait aussi une expérience politique mais pas forcément un vieux routard* ».

Sénat

Toujours des élections. Le renouvellement de la moitié du Sénat aura lieu le dimanche 24 septembre. [Les collèges électoraux ont été convoqués](#). Les élus des Français de l'étranger (parlementaires, conseillers et délégués consulaires) devront choisir 6 sénateurs. Les sénateurs dont le mandat arrive à échéance : Jean-Pierre CANTEGRIT, Hélène CONWAY-MOURET, Louis DUVERNOIS, Joëlle GARRIAUD-MAYLAM, Christiane KAMMERMANN et Jean-Yves LECONTE. Leur élection se fera à la proportionnelle : les grands électeurs voteront pour une liste de candidat. Contrairement aux sénatoriales de département, le vote n'est plus obligatoire.

ÉCONOMIE & DÉFENSE

Embellie de la croissance française 2017 : l'augmentation du PIB devrait atteindre 1,6%, un niveau « *inédit* » depuis 2011 selon l'INSEE. Le taux de chômage devrait continuer à baisser à 9,4 % fin 2017, soit -0,6 point en 1 an. Mais l'industrie continuerait à perdre des emplois. L'Insee se montre plus optimiste que la Banque de France, le FMI et la Commission européenne, qui tablent sur 1,4 %. Les prévisions de la croissance dans la zone euro se situent à 1,8%.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Expatriation : le classement des capitales les plus chères du monde. Luanda redevient la ville la plus chère du monde pour les expatriés. La capitale de l'Angola a retrouvé la place qu'elle occupait en 2016, que Hong Kong lui avait ravie, en raison du coût des logements sécurisés pour le personnel expatriés, mais aussi celui des produits de consommation courante. Londres descend dans le classement à cause de la baisse de sa monnaie, mais occupe quand même la 30^e place. Paris est 62^e (-8), la capitale autrichienne perd 24 points et tombe à la 78^e place, Rome est 80^e (-22). [Classement de la BBC](#) qui compare plus de 200 métropoles.

Attaque déjouée sur les Champs-Élysées. La section antiterroriste du parquet de Paris a ouvert une enquête, après qu'une voiture a délibérément percuté un fourgon de gendarmerie sur les Champs-Élysées, sans faire de blessés. Le conducteur est décédé des suites du choc qui a provoqué l'embrassement de sa voiture, dans laquelle ont été retrouvées deux bonbonnes de gaz, des armes de poing et une kalachnikov.

Attaque près d'une mosquée à Londres. Un véhicule a fauché des piétons, blessant 10 personnes. Le conducteur a été arrêté par la police. Selon la Première ministre, Theresa MAY, il s'agissait d'une « *attaque contre les musulmans près de leur lieu de culte* ».

Incendie gigantesque au Portugal : les principaux foyers sont éteints. Les pompiers sont parvenus à stopper la progression du feu de forêt qui faisait rage depuis samedi à Gois, dans le centre du Portugal, moins de 24 heures après avoir maîtrisé l'immense incendie de Pedrogao Grande, qui a fait 64 morts et 204 blessés. 30.000 hectares de forêts ont été ravagés par les flammes.

La Tour infernale : le bilan s'alourdit. 79 personnes ont trouvé la mort dans l'incendie de la tour de logements sociaux à Londres la semaine dernière, selon un nouveau bilan de la police qui prend en compte les personnes disparues. Le maire de Londres, Sadiq KHAN, a dénoncé les « *erreurs* » et la « *négligence* » du conseil local et du gouvernement ayant mené à un « *accident évitable* » dans un bâtiment où plusieurs occupants disent avoir alerté les autorités sur les risques d'incendie.

CARNET – NOMINATIONS

Disparition de **Jean-Jacques RATEAU**, ancien conseiller au Conseil supérieur des Français de l'étranger, ancien conseiller de l'Assemblée des Français de l'étranger, qui a défendu ses compatriotes de Belgique avec humanité, justice et responsabilité de 1982 à 2014. *La Rédaction présente ses sincères condoléances à sa famille et à ses proches.*

Disparition d'**Alexandre LAURENT**, ancien combattant, ancien conseiller au Conseil supérieur des Français de l'étranger, ancien membre de l'Assemblée des Français de la Belgique (1994-2014) où il fût Président de la Commission des Anciens combattants. *La Rédaction fait part de ses condoléances attristées à la famille ainsi qu'à ses proches.*

Hayet ZEGGAR, ancienne collaboratrice de François HOLLANDE, devient conseillère pour les affaires sociales à la représentation permanente auprès des Nations unies.

Antoine MICHON devient conseiller politique, coordinateur du Conseil de sécurité à la Représentation permanente de la France auprès des Nations unies à New York.

Brendan GARREC, ancien collaborateur de Michel SAPIN à Bercy, rejoint la représentation permanente de la France auprès de l'UE à Bruxelles.

Grégory GUILLAUME, jusqu'alors collaborateur de Marisol TOURAINE, devient attaché de coopération « affaires sociales » à Montréal.

L'Hebdo indépendant, tous droits réservés. Responsable de rédaction : Olivia RICHARD, avec la collaboration de Jean-Pierre VILLAESCUSA. La Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour. Les informations contenues dans l'Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87 ou par mail : r.delpicchia@senat.fr